



Pas de services publics de qualité sans travail décent

La Journée mondiale pour le travail décent est célébrée le 7 octobre.

L'Internationale des Services Publics (ISP) se joint au mouvement syndical international afin de revendiquer un travail décent pour tous. Nous voulons des emplois assortis d'un salaire décent, de prestations de sécurité sociale et bénéficiant d'un environnement de travail sûr.

Santé et sécurité

Seul le plein respect des droits des travailleurs permet de garantir des services publics de qualité. C'est la dure réalité à laquelle sont confrontés les travailleurs de la santé en Guinée, au Libéria et au Sierra Leone, qui luttent pour fournir des services de santé adéquats à des milliers de personnes dans des conditions inacceptables. L'ISP condamne les décès, qui auraient pu être évités, de centaines de travailleurs de la santé tués au travail par le virus Ebola parce qu'ils n'ont pas le matériel et les équipements nécessaires.

Droits au travail

Du Guatemala au Cameroun, en passant par la Corée du Sud, les gouvernements violent les droits des travailleurs et les droits syndicaux. La criminalisation des conflits sociaux et l'augmentation de la violence contre les manifestants est une réalité au Nord comme au Sud, phénomène aggravé par la campagne internationale contre le droit de grève dirigée par le Groupe des employeurs siégeant à l'OIT et financée par les entreprises multinationales.

De nombreux gouvernements ont déjà appliqué les pires pratiques du secteur privé aux conditions d'emploi du secteur public et, aujourd'hui, 50% des travailleurs de la fonction publique, dont la majorité sont des femmes, sont en situation d'emploi précaire.

Développement et commerce

L'ISP appelle tous les gouvernements à veiller à que le Programme de développement post-2015 n'accorde plus une attention disproportionnée aux partenariats public-privé sans que les avantages ou la réglementation soit clairement précisés. Au contraire, l'accès universel aux services publics pour le développement social doit être pris en compte.

Nous voulons voir comme objectif la redistribution d'une part croissante des salaires dans le PIB, la reconnaissance du dialogue social et des références directes aux normes internationales du travail, notamment la Recommandation 202 de l'OIT sur le socle de protection sociale. Tandis que le débat sur le programme post-2015 continue, de nombreuses réformes sont en cours de négociation, par exemple par des accords de libre-échange qui auront un impact considérable sur la future réglementation dans l'intérêt public et les droits des travailleurs.

Unité

Un travail décent pour tous peut être une réalité au 21^e siècle, mais nous devons nous battre pour un changement radical de politique, fondée sur les gens et les droits humains. Aujourd'hui plus que jamais, l'unité et la solidarité syndicale sont des éléments clés pour la réussite de nos actions – ensemble, les travailleurs peuvent faire la différence!

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.